



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet National Cybercrime Solution Projec Solution nationale en matière de cybercriminalité	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-205915/D	Amendment No. - N° modif. 008
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-205915	Date 2021-06-02
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-155-39352	
File No. - N° de dossier 164xl.M7594-205915	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-06-22 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kumar, Rajesh	Buyer Id - Id de l'acheteur 164xl
Telephone No. - N° de téléphone (613) 914-7906 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification 008 de l'invitation à soumissionner vise à :

1. Mise à jour de l'invitation à soumissionner, Section 1.3, Aperçu du projet, paragraphe a)
 2. Mise à jour de la Partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions, Section 3.1, paragraphes, (a) et (c)
 3. Mise à jour de la Partie 7- Clauses du contrat subséquent, Section 7.28- Attestation de prix
 4. Mise à jour de l'Annexe A – Énoncé des travaux, Section 4.3, Interopérabilité, alinéa a), ii. et alinéa a), v.
 5. Mise à jour de l'Appendice A to l'Annexe C – Guide de classification de la sécurité, Tableau A-1 Guide de classification de sécurité pour les services infonuagiques commerciaux
 6. Mise à jour de l'Appendice B à Annexe C – Obligations en matière de sécurité, Section 7, Intervention en cas d'incident de sécurité, paragraphe a)
 7. Mise à jour de l'Appendice B à Annexe C – Obligations en matière de sécurité, Section 10, Sous-traitants, paragraphe b)
 8. Mise à jour de l'Annexe D – Définitions et interprétations, item "Données du Canada"
 9. Mise à jour de l'Annexe D – Définitions et interprétations, Ajout de l'item "Données du client"
 10. Mise à jour de l'Annexe D – Définitions et interprétations, item "Ressources d'information"
 11. Mise à jour de l'Annexe E – Obligations en matière de sécurité et protection de la vie privée, Section 4, Atteinte à la vie privée, alinéa c), ii
 12. Afficher les questions et réponses
-

L'invitation à soumissionner est modifiée comme suit :

1. Le paragraphe a) de la section 1.3, Aperçu du projet, de l'invitation à soumissionner, le texte suivant est par la présente SUPPRIMÉ :

Le gouvernement du Canada conservera la propriété de toutes les données de la solution, y compris les données opérationnelles, les données de surveillance et les métadonnées.

et REMPLACÉ par ce qui suit :

Le gouvernement du Canada conservera la propriété de toutes les données de la solution, au sens de la définition des données du Canada fournie à l'annexe D, *Définitions et interprétations*.

2. Les paragraphes a) et c) de la section 3.1 de la Partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions sont par la présente SUPPRIMÉS et REMPLACÉS par ce qui suit :

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- a) Le soumissionnaire doit transmettre sa soumission par voie électronique. Le Canada exige que le soumissionnaire présente sa soumission conformément à l'article 08 du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message affiché et une limite de 20 Go par conversation. Si un soumissionnaire n'a pas d'adresse postale au Canada, il peut utiliser l'adresse électronique de l'Unité de réception des soumissions (URS) <tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca> pour s'inscrire au service Connexion postel. Les soumissions envoyées directement à l'adresse électronique de l'URS ne seront pas acceptées. Cette adresse électronique doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, comme il est décrit dans le document 2003, Instructions uniformisées, ou pour envoyer des soumissions dans un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur pour Connexion postel.
- c) Le service Connexion postel de la Société canadienne des postes peut recevoir plusieurs documents joints par message individuel. Si la DP précise que des fichiers autres que des PDF sont requis dans la soumission, le soumissionnaire doit soumettre les fichiers correspondants en pièce jointe au message individuel. La taille maximale de chaque message individuel est de 1 Go, à condition que l'ensemble des messages de la conversation électronique ne dépasse pas 20 Go au total, pièces jointes comprises.

3. Partie 7 - Clauses du contrat subséquent, Section 7.28- Attestation de prix sont par la présente SUPPRIMÉS dans son intégralité.

4. L'alinéa a), ii) et l'alinéa a),v) de l'Annexe A – Énoncé des travaux, Section 4.3, Interopérabilité sont par la présente SUPPRIMÉS dans son intégralité et REMPLACÉS par ce qui suit :

a)

ii) La solution doit permettre d'extraire toutes les données du Canada et de les transférer vers un entrepôt de données externe au moyen d'interfaces en vrac.

v) La solution doit fournir la capacité d'importer dans le dépôt de données de la SNC des données externes reçues en vrac (p. ex., en provenance d'organismes d'application de la loi ou d'utilisateurs ou les données existantes du Centre antifraude du Canada [CAFC]) et d'en exporter les données du Canada au moyen d'une interface de programmation d'applications (API) et d'une interface en vrac.

5. Rangées 2 et 3, du tableau A-1, Guide de classification de sécurité pour les services infonuagiques commerciaux, de l'Appendice A à l'annexe C – Guide de classification de la sécurité, le texte suivant est par la présente SUPPRIMÉ :

- Toutes les données opérationnelles

et REMPLACÉ par ce qui suit :

- Toutes les données du Canada

6. Le paragraphe a) de la Section 7, Intervention en cas d'incident de sécurité, de l'appendice B à Annexe C – Obligations en matière de sécurité, est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉ par ce qui suit :

7. Intervention en cas d'incident de sécurité

- a. Si l'entrepreneur prend connaissance d'une violation de la sécurité entraînant la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée des données du Canada ou de données personnelles ou l'accès accidentel ou illégal à celles-ci pendant le traitement par l'entrepreneur (chaque événement étant considéré étant un « incident de sécurité »), l'entrepreneur doit rapidement et sans retard indu : (i) aviser le Canada de l'incident de sécurité; (ii) enquêter sur l'incident de sécurité et fournir au Canada des renseignements détaillés sur l'incident; (iii) prendre des mesures raisonnables pour atténuer les effets de l'incident de sécurité et limiter les dommages en découlant.

7. Le paragraphe b) de la Section 10, Sous-traitants, de l'appendice B à Annexe C – Obligations en matière de sécurité, est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉS par ce qui suit :

10. Sous-traitants

- b. L'entrepreneur doit fournir une liste des sous-traitants dans les dix jours suivant la date d'entrée en vigueur du contrat. L'entrepreneur doit aviser le Canada (en mettant à jour le site Web et en fournissant au client un mécanisme lui permettant d'obtenir un avis lié à cette mise à jour) au sujet de tout nouveau sous-traitant au moins 14 jours avant de fournir aux sous-traitants l'accès aux données du Canada ou aux données personnelles. L'entrepreneur doit aider le Canada à mener les vérifications visant les sous-traitants dans les dix jours ouvrables.

8. Item “Données du Canada”, de l'Annexe D - Définitions et interprétations, est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉS par ce qui suit :

“Données du Canada” désigne l'information ou les données, y compris les fichiers texte, musicaux ou vidéo, les images, les logiciels et les métadonnées connexes, peu importe leur forme ou leur format : a) communiquées par le personnel, les clients, les partenaires, les participants à une coentreprise, les concédants de licence, les vendeurs ou les fournisseurs du Canada par l'entremise des services infonuagiques; b) communiquées par les utilisateurs finaux des services infonuagiques; c) recueillies, utilisées, traitées ou stockées dans un environnement infonuagique, qui sont communiquées directement ou indirectement à l'entrepreneur ou aux sous-traitants par le Canada ou en son nom, ou encore par l'entremise des services infonuagiques. Cela comprend toute information ou donnée : i) à laquelle l'entrepreneur ou tout sous-traitant a accès intentionnellement ou par inadvertance; ii) transitant sur un réseau ou conservée dans un système ou du matériel utilisé et géré pour le Canada par l'entrepreneur en vue d'assurer la prestation des services infonuagiques et de l'entrepreneur, y compris l'infrastructure de l'entrepreneur.

9. Item “Données du client”, est par la présente AJOUTÉ à l’Annexe D - Définitions et interprétations:

“**Données du client**” désigne : i) toute donnée fournie à l'entrepreneur par le client, ou selon ses directives, en lien avec la solution; ii) l'intégralité du contenu que l'entrepreneur développe et livre au client, et que ce dernier accepte, dans le cadre du présent contrat.

10. Item “Ressources d’information”, de l’Annexe D - Définitions et interprétations, est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉS par ce qui suit :

“**Ressources d’information**” désigne tout élément de données individuel associé aux données du Canada.

11. L’alinéa(c)ii), Section 4, Atteinte à la vie privée, de l’Annexe E – Obligations en matière de sécurité et protection de la vie privée, est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉS par ce qui suit :

4. Atteinte à la vie privée
- c),
- ii. suivre ou permettre au Canada de suivre les divulgations de données du Canada, y compris le type de données divulguées, les personnes y ayant eu accès et le moment où l’incident s’est produit.

12. Afficher les questions et réponses :

Question #	Question	Réponse
92	Terminologie. La DP contient une terminologie contradictoire et redondante relativement aux données du Canada visées par des exigences obligatoires (sécurité,	Le Canada remplacera les termes faisant référence aux données du Canada dans la DP (voir la question) par <i>données du Canada</i> ,

Question #	Question	Réponse
	<p>propriété, etc.). On dénombre quatre termes différents, utilisés 42 fois au total :</p> <ul style="list-style-type: none">i. le terme <i>données du Canada</i> revient vingt fois;ii. le terme <i>données du client</i> revient huit fois;iii. le terme <i>données opérationnelles</i> revient sept fois;iv. le terme <i>données de la solution</i> revient sept fois. <p>De ces quatre termes, un seul est défini (<i>données du Canada</i>), mais la définition diffère d'une section à l'autre.</p> <p>La terminologie et les définitions incohérentes de la DP créent de la confusion et de l'incertitude chez le lecteur. Autre fait préoccupant, le terme <i>données du Canada</i> n'est pas défini de la même manière que dans l'accord en vertu de laquelle les fournisseurs de services infonuagiques publics peuvent vendre des solutions SaaS, PaaS ou IaaS au gouvernement du Canada (voir l'accord-cadre de SPC sur les services infonuagiques au GC [n° de marché 32099-1-1-002]). Alors que cet accord-cadre réfère aux données du Canada comme les données fournies à l'entrepreneur par le Canada, les définitions de la présente DP vont plus loin sur le plan matériel.</p> <p>Les définitions données dans la DP visent peut-être à inclure le plus de données possible dans la portée des modalités relatives à la sécurité et à la propriété. En ratissant toutefois plus large que l'accord-cadre sur les services infonuagiques, Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) créent d'importants problèmes de point de contrôle chez les possibles soumissionnaires, par exemple les fournisseurs de services infonuagiques, incapables de transposer aux données générées par l'utilisation d'un service donné les mécanismes de sécurité et de contrôle opérationnel appliqués aux données fournies par leurs clients dans le cadre de sa prestation.</p>	<p>conformément aux renseignements détaillés précisés dans le tableau des modifications ci-dessous.</p>

Question #	Question	Réponse
	<p>Compte tenu des circonstances, il est ESSENTIEL de modifier la DP afin :</p> <ol style="list-style-type: none">de remplacer les termes <i>données du client</i> et <i>données opérationnelles</i> par le terme <i>données du Canada</i>;d'harmoniser la définition du terme <i>données du Canada</i> avec celle de l'accord-cadre sur les services infonuagiques au GC (voir la définition ci-dessous). <p>« Données du Canada » désigne l'information ou les données, y compris les fichiers texte, musicaux ou vidéo, les images, les logiciels et les métadonnées connexes, peu importe leur forme ou leur format : a) communiquées par le personnel, les clients, les partenaires, les participants à une coentreprise, les concédants de licence, les vendeurs ou les fournisseurs du Canada par l'entremise des services infonuagiques; b) communiquées par les utilisateurs finaux des services infonuagiques; c) recueillies, utilisées, traitées ou stockées dans un environnement infonuagique, qui sont communiquées directement ou indirectement à l'entrepreneur ou aux sous-traitants par le Canada ou en son nom, ou encore par l'entremise des services infonuagiques. Cela comprend toute information ou donnée : i) à laquelle l'entrepreneur ou tout sous-traitant a accès intentionnellement ou par inadvertance; ii) transitant sur un réseau ou conservée dans un système ou du matériel utilisé et géré pour le Canada par l'entrepreneur en vue d'assurer la prestation des services infonuagiques et de l'entrepreneur, y compris l'infrastructure de l'entrepreneur.</p> <p>Si les modifications susmentionnées ne sont pas apportées, SPAC peut s'attendre à ce que les fournisseurs de services infonuagiques transmettent des propositions non conformes.</p>	
93	Dans la section 3.1 – Instructions pour la préparation de soumissions, on indique en c) « Dans le cas où la DP précise que des fichiers autres que PDF sont requis dans	Un soumissionnaire peut envoyer plus d'un message (d'une taille maximale de 1 Go chacun) à condition que l'ensemble des

Question #	Question	Réponse
	la soumission, le soumissionnaire doit soumettre ces fichiers connexes en pièce jointe à l'unique message Connexion postal tel qu'indiqué ci-dessus. La taille totale maximale de ce message individuel est de 1 Go, y compris les pièces jointes. » Le gouvernement permettrait-il que la soumission d'un soumissionnaire soit divisée en plusieurs parties afin de respecter la limite de 1 Go par transmission? À elle seule, la vidéo de démonstration pourrait dépasser cette limite.	messages de la connexion postal ne dépasse pas 20 Go au total. Voir amendement.
94	Le soumissionnaire comprend que le tableau 4 de l'annexe B représente une période de trois ans (durée initiale) à partir de la date d'attribution du contrat, pour 36 mois. Veuillez confirmer que nous avons bien compris.	Les prix demandés dans le tableau 4 de l'annexe B concerne la période entière de la mise en œuvre, conformément à l'annexe A.
95	Le soumissionnaire comprend que l'année d'option 1 (année 4) commence 37 mois après la signature du contrat. Veuillez confirmer que nous avons bien compris.	C'est exact
96	Le tableau 4 de l'annexe B prévoit la définition de licences pour l'accès des utilisateurs. Nous comprenons que le tableau 5a de l'annexe B permet également l'ajout de prix de licences pour l'accès des utilisateurs. Veuillez confirmer.	C'est exact
97	Veuillez donner des directives au soumissionnaire pour lui permettre de rendre compte de l'augmentation du coût des 100 licences d'utilisation originales jusqu'à la fin du contrat. Par exemple, il pourrait y avoir une augmentation du prix des licences (tableau 4) dans l'année d'option 2 (année 5). À quel endroit ce scénario serait-il fourni au soumissionnaire?	Les soumissionnaires sont invités à fournir un prix tout compris par utilisateur supplémentaire pendant la mise en œuvre, conformément au tableau 4. Ce prix tout compris par utilisateur supplémentaire doit refléter les prix pour toute la période de mise en œuvre.
98	Bon nombre de grandes sociétés internationales de services professionnels, y compris les cabinets comptables, sont organisées en fonction d'une structure	La définition de « soumissionnaire » énoncée à la clause 4 des CCUA 2003 SPAC (2020-05-28) – Instructions uniformisées s'applique à la présente demande de soumissions. Dans les cas

Question #	Question	Réponse
	<p>d'entreprises membres. Les entreprises membres d'un fournisseur exploitent et fournissent des services professionnels sous une seule marque. Ensemble, ces entreprises forment le Réseau. La marque est souvent utilisée pour désigner soit des entreprises individuelles au sein du Réseau, soit plusieurs d'entre elles, voire l'ensemble de celles-ci.</p> <p>Dans de nombreuses régions du monde, les organisations réglementées sont tenues par la loi d'appartenir à des intérêts locaux et d'être indépendantes. Malgré l'évolution des comportements réglementaires relatifs à cette question, les entreprises membres ne mènent pas et ne peuvent pas mener d'activités à titre de sociétés multinationales à l'heure actuelle. Pour ces raisons, le Réseau se compose d'entreprises qui sont des entités juridiques distinctes. Les entreprises qui composent le Réseau s'engagent à travailler ensemble pour offrir des services de qualité à leurs clients partout dans le monde. L'objectif du fournisseur est d'agir en tant qu'entité de coordination pour les entreprises membres du Réseau, en se concentrant sur divers aspects clés, comme la stratégie, la marque, le risque et la qualité. L'équipe de direction du Réseau et le conseil d'administration de ce fournisseur élaborent et mettent en œuvre des politiques et des initiatives visant à établir une approche commune et coordonnée entre les entreprises individuelles, le cas échéant. Les entreprises membres de ce fournisseur peuvent partager la technologie, utiliser la marque de commerce et tirer parti des ressources et des méthodes du Réseau. De plus, les entreprises membres peuvent faire appel aux ressources d'autres entreprises membres ou obtenir des services professionnels offerts par d'autres entreprises membres ou d'autres entités. En retour, les entreprises membres sont tenues de respecter certaines politiques communes et de maintenir les normes du</p>	<p>où la soumission doit comprendre la description de projets antérieurs semblables, la soumission doit être conforme à la clause 3.4 (b)iii). Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements sur l'expérience du soumissionnaire doivent être fournis conformément à la clause 3.3. Aux termes de la clause 17 des CCUA 2003 (2020-05-28) – Instructions uniformisées, une coentreprise se définit comme une « association d'au moins deux parties qui regroupent leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leur expertise ou d'autres ressources dans une entreprise commerciale conjointe, parfois appelée consortium, pour déposer ensemble une soumission pour un besoin ».</p>

Question #	Question	Réponse
	<p>Réseau comme il est indiqué par ce fournisseur. Cette structure permet au fournisseur de travailler avec les membres de l'équipe d'autres territoires au sein de son réseau mondial d'entreprises, en vue d'apporter l'expérience et l'expertise nécessaires pour assurer le respect de la portée et de l'envergure des services demandés.</p> <p>Comme il s'agit d'une question qui touche un nombre important d'entreprises qui aimeraient soumissionner dans le cadre de cet appel d'offres, veuillez confirmer que les entreprises susmentionnées seraient des sociétés affiliées et qu'elles répondraient à toutes les exigences obligatoires et cotées de la demande de propositions (DP).</p>	
99	Dans la partie 7 « Contrat subséquent » : veuillez confirmer que les retenues seront libérées une fois que les produits livrables auront été acceptés par le Canada et qu'elles feront partie du prochain paiement d'étape à facturer.	Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés au contrat auront été exécutés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et qu'une demande finale de paiement est présentée.
Question #	Question	Réponse
100	Veillez confirmer que si un membre de la coentreprise formée par un soumissionnaire afin de répondre à la présente DP possède un niveau organisationnel équivalent (vérification d'organisation désignée ou VOD) ou une attestation de sécurité des installations délivrée par une autorité gouvernementale d'un autre pays, comme une cote de sécurité de niveau « très secret » délivrée par la Defense Counter-Intelligence & Security Agency aux États Unis, cela sera considéré comme une attestation de sécurité acceptable. Les attestations de sécurité délivrées par l'OTAN et un des pays du Groupe des cinq sont	Confirmé. Ceci serait considéré acceptable par le Canada.

Question #	Question	Réponse
	<p>d'autres exemples d'attestations qui pourraient être acceptées.</p> <p>De plus, veuillez confirmer que si les travaux sont effectués par le soumissionnaire principal membre de la coentreprise, dans le pays de ce dernier (c.-à-d. le Canada), aucune attestation de sécurité n'est requise pour le membre de la coentreprise qui n'est pas le soumissionnaire principal s'il se trouve à l'extérieur du Canada.</p>	
101	<p>Le Canada pourrait-il préciser si la définition de « portion des travaux » contenue dans la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) est directement liée aux conditions énoncées à la section 5.5.1. Cela voudrait dire que les artefacts créés à l'extérieur des lieux de travail dont l'accès est réglementé ou directement avec le personnel de la GRC et qui ne requièrent pas l'accès à des renseignements protégés peuvent être créés par du personnel sans cote de fiabilité. Par exemple, des documents justificatifs peuvent-ils être rédigés par du personnel sans cote de fiabilité? Si oui, la GRC serait avantagée car le coût total de la soumission serait moins élevé</p>	<p>Le Canada peut confirmer que la "portions des travaux", contenue dans la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), doivent être effectués par du personnel ayant obtenu le niveau de filtrage approprié (p. ex cote d'accès aux installations de niveau II, Fiabilité, Fiabilité secret, etc.) tel que déterminé par la GRC.</p>
102	<p>En ce qui concernant le point 2 du deuxième critère obligatoire (CO). Le Canada accepterait il le nom, le numéro de téléphone et le nom de projet du client seulement pour communiquer avec lui concernant le projet secret/très secret au gouvernement fédéral? Le Canada devrait avoir un numéro de téléphone ayant reçu une attestation de sécurité « secret » pour confirmer les détails du projet de vive voix au besoin. Si ce changement n'est</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'énoncées. Le critère obligatoire demeure inchangée. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que le contenu partagé avec la GRC a été approuvé par le client du fournisseur avant la soumission.</p>

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
008
File No. - N° du dossier
155xl.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Question #	Question	Réponse
	pas apporté, la GRC ne pourra pas recevoir de renseignements tirés de projets secrets réalisés au Canada, lesquels pourraient être très pertinents pour la Solution nationale en matière de cybersécurité (SNC).	
103	Nous comprenons que toute personne qui ne travaille pas directement avec le personnel de la GRC, avec ses systèmes ou dans ses locaux aux fins de prestation de la SNC n'a pas besoin d'attestation de sécurité. Par exemple, une personne qui élabore du matériel de formation ou de la documentation. Veuillez confirmer.	Le Canada peut confirmer que la "portions des travaux", contenue dans la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), doivent être effectués par du personnel ayant obtenu le niveau de filtrage approprié (p. ex cote d'accès aux installations de niveau II, Fiabilité, Fiabilité secret, etc.) tel que déterminé par la GRC.

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT INCHANGÉS.